

STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
INTERNATIONAL
TRADE.

MINISTRE
DU
COMMERCE
EXTÉRIEUR.



NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE
L'HONORABLE JAMES KELLEHER,
MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
DEVANT LE UBERSEE CLUB

HAMBOURG
LE 5 DÉCEMBRE 1984

Je vous remercie infiniment, Monsieur le président.

Je suis enchanté d'être ce soir dans la ville hanséatique de Hambourg, ville franche aussi belle qu'active. Hambourg est l'un des principaux centres industriels et commerciaux de l'Europe depuis huit siècles, une période de temps que la plupart d'entre nous au Canada avons de la difficulté à saisir. Il est certainement approprié que ma première visite en République fédérale d'Allemagne à titre de ministre du Commerce extérieur débute ici.

C'est aussi un honneur pour moi d'avoir été invité à prendre la parole devant un groupe aussi prestigieux. Je crois savoir que je suis le premier ministre du commerce du Canada à prendre la parole devant le club Ubersee depuis sa fondation en 1922, sous la République de Weimar. Je sais que votre club a pour mission de servir de forum à des discussions qui transcendent les frontières nationales et les différences et les philosophies politiques et je chercherai à orienter mes propos en conséquence -- bien qu'à vrai dire je ne connaisse pas d'importantes différences politiques qui nous séparent.

Nous avons plutôt beaucoup en commun et je me propose ce soir d'explorer avec vous comment nous pouvons consolider les liens commerciaux déjà forts qui nous unissent. Pour le Canada, l'Allemagne de l'Ouest est un ami, un allié et un partenaire apprécié dans un monde complexe et changeant.

Mais quelle est la nature de cette association. La République fédérale d'Allemagne est le quatrième partenaire commercial en importance du Canada et je suis heureux de dire que le volume du commerce affiche une nette remontée après deux années décevantes. Au cours des sept premiers mois de l'année, nos échanges bilatéraux ont dépassé du tiers ceux de l'année précédente et vous serez heureux d'apprendre que vos exportations au Canada se sont accrues de 47 %.

Votre pays est également notre troisième plus importante source d'investissements directs étrangers. Au total, environ 1 500 sociétés canadiennes sont possédées ou contrôlées par des firmes allemandes. Des noms comme Volkswagen, BASF, Bayer, Deutsche Babcock, Kloeckner et Preussag nous sont très familiers -- même si nous ne les prononçons pas toujours correctement. Deux importants nouveaux projets ont récemment vu le jour: une coentreprise de MBB et Fleet Industries dans le secteur de la fabrication des hélicoptères en Ontario et la mine d'uranium de Key Lake en Saskatchewan, la plus grande exploitation d'uranium à ciel ouvert dans le monde. Il y a aussi environ 100 sociétés canadiennes qui ont des intérêts ou des filiales en Allemagne.

Nous attachons aussi beaucoup de prix à l'alliance de nos deux nations au service de la liberté et de la démocratie. Dans le cadre de l'OTAN, vous utilisez des bases au Canada pour

l'entraînement militaire et nous avons évidemment nos bases ici. J'ai été très heureux d'apprendre que le ministère de la Défense de l'Allemagne avait décidé d'acheter sept Challengers fabriqués par Canadair pour équiper leur unité des missions aériennes spéciales.

Notre relation est certes multiple et enrichissante. Toutefois, je crois que nous sommes tous conscients que nous n'avons pas toujours su en tirer le meilleur parti. J'estime que la faute en revient davantage au Canada et je tiens à vous donner l'assurance que le nouveau gouvernement canadien compte corriger la situation.

Les Canadiens constituent un peuple fort et dynamique. Notre pays possède d'abondantes ressources naturelles. Nous bénéficions d'une excellente infrastructure économique élaborée sur une longue période de temps. Notre imagination et notre sens de l'entreprise n'ont pas de limites. Nos perspectives de croissance sont très grandes. Et pourtant nos réalisations au cours de la dernière décennie ont été en deçà des attentes.

Il n'y a pas qu'une seule raison qui explique cet état de choses. La volatilité des marchés internationaux y a contribué, notamment en ce qui concerne nos exportations de produits à base de ressources. Par contre, cette même volatilité a créé des occasions, qu'il fallait cependant saisir rapidement. Ce que nous n'avons pas fait. L'évolution technologique a entraîné le déclin de certaines de nos industries traditionnelles, mais par ailleurs a fait surgir de nouveaux défis que nous tardons à relever. La croissance rapide de notre population active a maintenu le chômage à des taux inacceptables, mais l'arrivée de sang neuf nous a également donné la possibilité d'une croissance forte et non inflationniste. Nous n'avons pas su en tirer parti.

Pour une bonne part, nos déceptions sont le résultat de notre refus de faire face à la réalité. Pendant trop longtemps, le gouvernement a ignoré les causes des problèmes et n'a traité que les symptômes. Pendant trop longtemps, il a permis à sa situation fiscale de se détériorer et à l'endettement de s'accroître. Par une réglementation et des interventions excessives, il a substitué le jugement des hommes politiques et de l'appareil réglementaire au jugement du marché.

Le nouveau gouvernement entend changer tout cela. Le Canada est dirigé par un nouveau conseil d'administration. Nous avons reçu un mandat sans équivoque en faveur du changement et nous entreprenons maintenant un processus de renouveau national. Trois grands secteurs commandent notre attention dans l'immédiat.

D'abord, nous devons mettre de l'ordre dans notre fiscalité. Nous nous sommes fixés comme tâche prioritaire de contrôler le déficit cette année et dans les années à venir. Notre objectif immédiat est de réduire le déficit par le biais de

réductions des dépenses plutôt que par de fortes augmentations d'impôt. Nous réalisons déjà des progrès à cet égard. À la suite d'un premier examen des dépenses et des mesures de recouvrement des recettes, nous avons pu réduire de 12 p. 100 le déficit projeté pour la prochaine année financière. Nous voulons au moins tripler ces économies d'ici 1990.

En second lieu, nous entendons redéfinir le rôle du gouvernement afin qu'il fournisse un meilleur cadre pour la croissance et la création d'emplois. Le gouvernement ne doit pas constituer un obstacle pour le monde des affaires. Il doit plutôt créer un climat qui favorise le changement et l'innovation. Trop d'industries canadiennes sont surprotégées ou surprotégées, non pas seulement des importations mais aussi de la concurrence nationale. Nous devons changer cet état de choses. Des programmes conçus pour faciliter les investissements ne devraient pas avoir un effet de distorsion qui aille à l'encontre du résultat recherché. Nos politiques et nos programmes ne devraient pas envoyer les mauvais signaux à l'étranger et, par exemple, donner à entendre que le Canada ne fait pas bon accueil aux investissements étrangers, notamment dans le secteur de l'énergie. Par conséquent, nous devons en troisième lieu établir un ensemble stable de politiques qui fournissent des encouragements appropriés à l'investissement et à la croissance.

Parallèlement, il est essentiel d'agir pour que le secteur privé puisse prendre de l'expansion et assurer une croissance stable et des emplois productifs. À cette fin, nous encouragerons l'entreprise au Canada. Nous allégerons le fardeau réglementaire, non pas comme une fin en soi, mais pour libérer les énergies créatrices tant des individus que des sociétés afin qu'ils expérimentent, qu'ils innoveront et qu'ils produisent de meilleurs biens et services à moindre prix.

Dans cette perspective, nous proposerons bientôt des modifications à deux institutions qui ont particulièrement préoccupé le monde des affaires en Allemagne. Ces institutions sont l'Agence d'examen de l'investissement étranger et le Programme énergétique national. Nous prévoyons que leurs nouveaux mandats permettront de créer un climat nettement plus attrayant pour les investisseurs étrangers. Il est dans notre intention de faire du Canada un endroit où les gens d'affaires se sentent plus à l'aise.

Nous avons également l'intention d'accroître nos activités commerciales à l'étranger. Le commerce est vital pour le Canada. Les exportations représentent près du tiers de notre revenu national et environ 2 millions de Canadiens travaillent dans des industries qui sont tributaires, directement ou indirectement, des exportations. Et pourtant notre performance commerciale a marqué le pas. En 1968, nous étions au quatrième rang des nations commerçantes du monde; aujourd'hui, nous sommes huitième. L'un des objectifs fondamentaux du gouvernement -- et certainement l'une de mes responsabilités les plus grandes -- est

de rétablir le Canada aux premiers rangs des nations commerçantes.

De toute évidence, cela ne pourra se faire sans contrepartie. Si nous voulons un meilleur accès à votre marché, nous devons vous accorder un meilleur accès au nôtre. Comme le Canada est le seul grand pays industriel sans libre accès à un marché d'une taille suffisante pour lui permettre des économies d'échelle substantielles, nous comprenons bien cette réalité.

Vous savez sans doute l'importance que le gouvernement attache à l'amélioration de nos relations avec les États-Unis. Le marché américain est ce que nous avons de plus semblable à un marché de masse. Je tiens à vous rassurer cependant que ce rapprochement ne se fera pas au détriment de nos relations avec l'Allemagne ou nos autres partenaires commerciaux. Tout au contraire, des relations plus étroites avec les États-Unis peuvent créer davantage de possibilités en ce qui a trait à nos échanges. À titre d'exemple, notre programme de rééquipement de nos Forces armées. Six nouvelles fréquences ont été commandées pour notre marine, nous évaluons des propositions en vue de la mise en place d'un système de défense aérienne à faible altitude pour nos bases ici en Allemagne et d'autres besoins se feront jour. Les firmes qui recevront des contrats dans le cadre de ce programme sont celles qui ont des investissements adéquats au Canada et qui peuvent assurer un important transfert de technologie. Par ailleurs, les sociétés établies au Canada peuvent également soumissionner les marchés de défense américains en vertu de notre programme de partage de la production de matériel de défense avec les États-Unis.

Un consensus semble également se dégager, sous l'impulsion des États-Unis, en faveur d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales sous les auspices du GATT. De telles négociations seront l'occasion de réduire les obstacles au commerce, de resserrer la discipline en ce qui a trait à l'utilisation des mesures non tarifaires, de faciliter l'ajustement des industries qui sont menacées par la concurrence internationale et d'obtenir des nouveaux pays industriels et des pays en développement une adhésion plus stricte aux règles commerciales multilatérales. À titre de membres des sept pays du Sommet économique, le Canada et l'Allemagne devront examiner ensemble et de façon prioritaire les préparatifs que nécessitent de telles négociations et explorer les possibilités qu'elles laissent présager.

Il va de soi qu'une nouvelle série de négociations multilatérales ne pourront être menées à terme avant plusieurs années. Toutefois, comme les résultats influenceront profondément sur l'environnement dans lequel les entreprises devront opérer et faire un profit, je me permets de vous conseiller de prendre une part active, à titre de gens d'affaires opérant sur les marchés internationaux, aux négociations et aux discussions qui les précéderont.

Je vous demanderais également de suivre les nouvelles orientations que le gouvernement du Canada entend imprimer au pays. Nous avons l'intention de faire preuve de responsabilité fiscale. Nous avons l'intention d'éliminer la réglementation qui est inutile ou qui fait double emploi et de supprimer les obstacles à la croissance économique. Nous avons l'intention d'attirer des capitaux au Canada, de sources canadiennes et d'investisseurs de l'Allemagne et d'autres régions du monde. Et nous avons l'intention de redonner au Canada le rang que nous considérons être le sien comme nation commerçante de premier ordre.

C'est pourquoi je vous conseille de surveiller le Canada. Le Canada et l'Allemagne ont accompli beaucoup ensemble par le passé et accompliront beaucoup plus encore dans l'avenir.

Je vous remercie.